



Transfer pricing: PwC présente cette «valeur ajoutée»

Le groupe Yukos avait abusé de ce concept **page 26**



Secret bancaire: UBS et Credit Suisse au front

Deux dossiers sensibles **page 27**

Place financière

Progression du patrimoine des OPC. – Au 31 mai, le patrimoine global net des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissements spécialisés (FIS) a progressé de 1,65 % sur un mois, à 1.619,269 milliards d'euros, selon les chiffres de la Commission de surveillance du secteur financier. Sur un an par contre, ce patrimoine a régressé de 18,91 %. L'accroissement de valeur de 26,337 milliards enregistré en mai par rapport à avril découle pour l'essentiel (18,256 milliards) de l'évolution positive des marchés financiers, fait qui a un impact direct sur la valorisation des avoirs des OPC. Deuxième facteur ayant eu un impact favorable en mai: les émissions nettes ont été positives à hauteur de 8,081 milliards d'euros. Le nombre d'OPC et de FIS pris en considération est de 3.425 unités contre 3.415 en avril.

En bref

Accord entre le Luxembourg et la Finlande. – Le ministre du Trésor, Luc Frieden, et l'ambassadrice de Finlande au Luxembourg, Tarja Laitiainen, ont signé hier un protocole d'accord qui modifie la convention entre les deux pays visant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale. Le protocole prévoit l'échange d'informations sur demande dans des cas individuels entre les administrations fiscales des deux pays. Cet accord est le huitième signé par le Luxembourg qui correspond aux standards de l'OCDE en matière de coopération fiscale internationale. Encore cinq signatures similaires et le Luxembourg quittera la «liste grise» de l'OCDE des paradis fiscaux.

La convention de non double imposition entre le Luxembourg et Hong Kong crée des opportunités concrètes

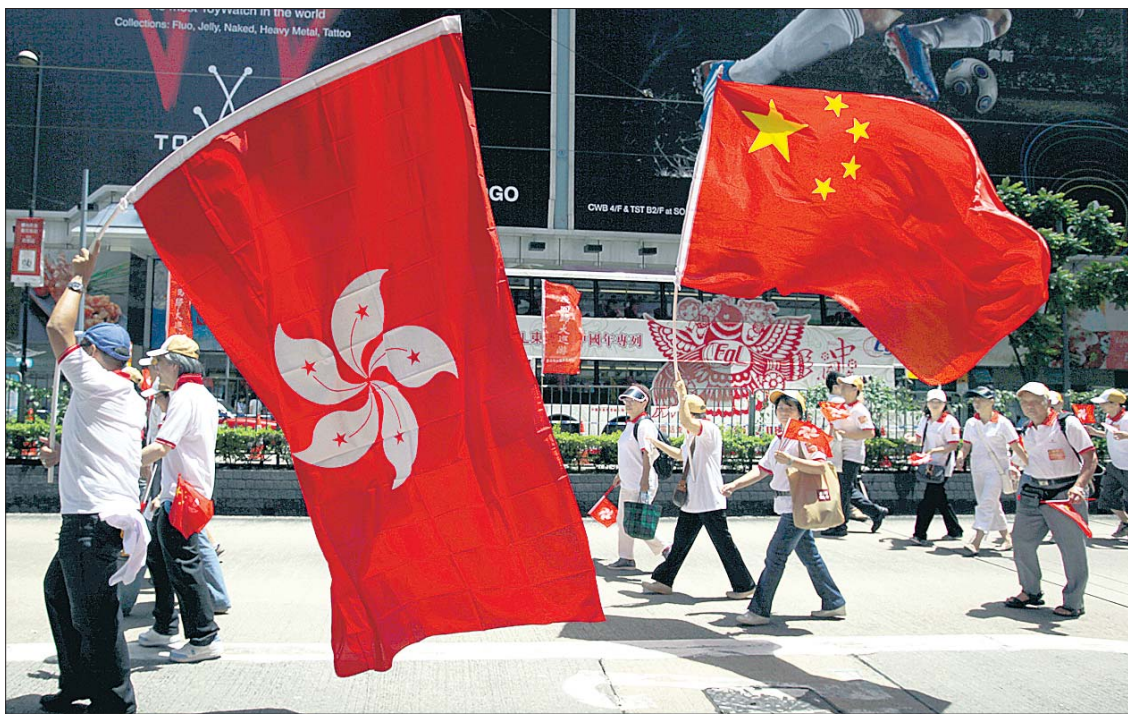
Qui se ressemble ...

La crise en tant que vecteur d'opportunités est un concept chinois et la convention de non double imposition entre le Luxembourg et Hong Kong peut justement devenir une vraie opportunité. A côté des avantages directs pour les deux juridictions, le traité permettra au Luxembourg de s'affirmer comme plateforme pour accéder au marché chinois, ont expliqué hier l'Etude Wildgen et Invest Hong Kong.

■ La convention entre le Luxembourg et Hong Kong offre de grandes opportunités aux investisseurs, ont souligné Siegfried Verstappen, patron de l'agence de promotion Invest Hong Kong à Bruxelles et Daniel Boone, directeur de l'Etude Wildgen, Partners in Law.

Ce traité évite tout d'abord une double imposition mais permet aussi de réduire le taux d'imposition entre les deux pays sur certaines transactions. Par ailleurs, cela facilitera la coopération entre les parties, ont noté les experts qui ont présenté les opportunités concrètes d'investissements.

Hong Kong et Luxembourg sont deux plateformes financières mondiales avec une grande expertise dans le domaine de gestion d'actifs et structuration fiscale, précise l'étude Wildgen. Les deux pays, qui se ressemblent sur de nombreux points, semblaient donc destinés à s'assembler.



Le traité entre le Luxembourg et Hong Kong, qui célébrait hier le douzième anniversaire de sa rétrocession à la Chine, facilite les conditions pour accéder au marché chinois (Photo: AP)

Mais cet accord peut être bien plus! En effet, Hong Kong a signé des conventions spéciales avec la République populaire de Chine et ce traité peut créer des synergies avec la convention de non double imposition passée avec le Luxembourg. En passant ainsi par Hong Kong, des entreprises européennes implantées au Luxembourg peuvent plus facilement pénétrer le marché chinois, qui voit les crises aussi comme une chance. «Un des

caractères chinois pour écrire le mot crise veut dire opportunité», explique justement Siegfried Verstappen. A côté de dispositions légales moins strictes, cela réduira fortement la charge fiscale si certaines conditions sont remplies, explique l'avocat indépendant Gerald Pasquier, basé à Hong Kong.

Par ailleurs, le Luxembourg peut devenir un *hub* vers la Chine via des fonds d'investissements, distribués par Hong Kong. Beaucoup

de véhicules d'investissements luxembourgeois sont par ailleurs reconnus par le traité avec Hong Kong, précise David Maria, *senior associate* de Wildgen. Selon l'étude d'avocats, «il est dès lors prévisible qu'un grand nombre de transactions futures impliquant l'Europe et l'Asie soient structurées par le biais de Luxembourg et de Hong Kong, bénéficiant ainsi des avantages de chacune des juridictions».

■ Ronny Wolff

L'édition 2009 du guide pratique «La déclaration fiscale» d'Ernst & Young

Une valeur sûre en librairie

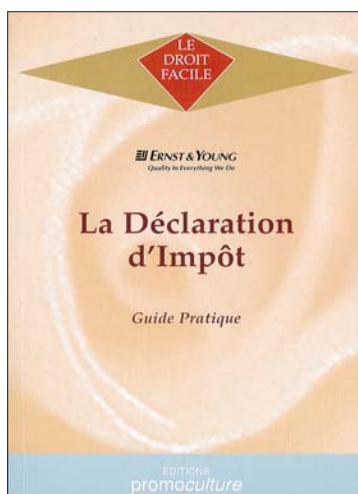
SES S.A.

Un emprunt de 650 millions d'euros

Via sa filiale SES Global Americas Holding GP, l'opérateur luxembourgeois de satellite SES S.A. a placé avec succès un emprunt obligataire de 650 millions d'euros. Les obligations ont une durée de cinq ans, le taux d'intérêt atteint 4,875 % pour un prix d'émission de 99,433 %. SES indique dans un communiqué que près de deux cents investisseurs européens et américains ont réclamé ce «papier», le placement ayant été de ce fait sur-souscrit 5,8 fois. Le *rating* de SES est fixé Baa2 / BBB (cote négative / stable) – les débiteurs de première catégorie sont classés AAA (les Etats) puis AA pour les entreprises jugées les plus solides. Il faut remonter à octobre 2006 pour trouver la dernière incursion de SES sur le marché des euro-obligations pour se financer. La société avait alors émis des obligations pour un total de 800 millions d'euros.

■ A peine mis en vente et c'est déjà un «best-seller» sur le marché luxembourgeois du livre! Une valeur sûre. Disponible depuis quelques jours seulement en librairie, le guide pratique *La déclaration d'impôt* s'est «déjà vendu à 500 exemplaires», se réjouit John Hames, associé en charge de la fiscalité des personnes physiques chez Ernst & Young, lors de la présentation officielle du livre hier. C'est lui qui a supervisé la rédaction du guide par les fiscalistes d'Ernst & Young et sa mise à jour par rapport à la précédente édition.

John Hames reconnaît que «nous sommes un peu tard (pour le publier, ndlr) compte tenu que le délai pour rentrer la déclaration fiscale était fixé au 31 mars». Il justifie ce délai par la complexité de la matière et le nombre important de modifications à apporter à une édition qui couvre à la fois l'année fiscale 2008 et «devrait également être valable pour 2009», selon John Hames. Sauf si le nouveau gouvernement en décide autrement en révolu-



tionnant la fiscalité luxembourgeoise d'ici la fin de l'année.

Cela étant dit, ce guide pratique – qui doit permettre à tout résident luxembourgeois de remplir lui-même sa déclaration fiscale et de profiter des «trucs et astuces» contenus dans l'ouvrage – intègre les changements législatifs en vigueur au 31 décembre 2008. Et ils sont légion!

Ainsi, pour l'année fiscale 2009 (la déclaration qui sera à remplir en 2010), deux nouveautés méritent l'attention. D'abord, les tranches d'impôt feront l'objet d'un relèvement de 9 % par rapport à 2008. Concrètement, cela signifie qu'un contribuable de classe 2 ayant des revenus imposables de 100.000 euros paiera 1.800 euros d'impôts en moins au taux moyen de taxation pour l'exercice fiscal 2009 par rapport à celui de 2008 (à périmètre inchangé évidemment). Appréiable.

Toujours pour 2009, et chaque contribuable peut le vérifier en consultant sa carte d'impôt, le gouvernement a introduit le crédit d'impôt pour salariés (CIS) de 25 euros par mois (soit 300 euros par an) directement «bonifié» par l'employeur lors du paiement des émoluments mensuels. Le guide pratique évoque également toutes les modifications intervenues pour l'exercice fiscal 2008. Les contribuables ayant un enfant à charge savent que le crédit d'impôt de 922,50 euros par an a été aboli au profit d'une allocation de

76,87 euros versée mensuellement (soit 922,50 euros par an). Le contribuable qui ne percevrait pas ce boni peut rectifier le tir en cochant la case *ad hoc* de la déclaration fiscale pour rentrer dans ses droits. Autant le savoir.

Les fiscalistes d'Ernst & Young reviennent également sur l'imposition collective des contribuables liés par un contrat de partenariat, le régime optionnel (il n'est pas toujours intéressant d'en réclamer le bénéfice) du prélèvement libératoire de 10 % sur certains intérêts versés par des agents payeurs établis en dehors du Luxembourg (cela concerne les citoyens qui possèdent un compte à l'étranger) ou encore sur l'exonération fiscale de 80 % des revenus nets découlant de l'exploitation d'un brevet par le biais de licences, et les implications fiscales de la loi sur le pacte logement.

■ LB

La Déclaration d'impôt, édition 2009, 304 pages, édité par Promoculture, vendu en librairie au prix de 48,33 euros.